

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Ecole primaire, des moyens pour réussir!

A l'heure où la crise sanitaire a fait toute la lumière sur la réalité de certains services publics dont le fonctionnement a été fragilisé par des coupes budgétaires et des suppressions de postes, l'École doit aussi être réinterrogée au regard des objectifs qui lui sont assignés. Faire le constat d'un service public d'éducation qui ne réussit pas à réduire les inégalités scolaires et à faire réussir tous les élèves n'est utile que s'il sert à engager durablement la transformation de l'École.

Sur la base d'une enquête conduite dans les départements, le SNUipp-FSU peut d'ores et déjà affirmer que la rentrée 2020 de Jean Michel Blanquer n'offrira pas de nouvelles perspectives et ne permettra pas de relever les défis qui s'imposent à l'école primaire. Les mesures ministérielles, insuffisamment financées, comme les priorités de moyens accordés de façon non uniforme à certains territoires, contribuent à creuser davantage les inégalités entre les départements. Elles se font surtout au prix fort de la suppression de postes pourtant essentiels au bon fonctionnement des écoles, comme les postes de remplaçants, de « plus de maîtres que de classes » et de RASED.

L'école a pourtant besoin d'un tout autre niveau d'engagement! C'est la raison pour laquelle le SNUipp-FSU a décidé d'opposer sa propre rentrée à celle du ministre, celle de l'école du « jour d'après ». Elle repose sur un chiffrage des moyens indispensables dont l'école a besoin pour combattre les inégalités que la crise sanitaire a mises en lumière.

Pour abaisser les effectifs dans toutes les classes, pour assurer la continuité du service public d'éducation, c'est plus de 90 000 postes qu'il faut créer dans le premier degré. À l'heure des plans de relance pour l'économie, des coups de pouce budgétaires à destination de certains secteurs, l'éducation a toute sa place sur l'échiquier car c'est aussi sur elle que se fondera le « monde d'après ».

LeSNUipp-FSU exige des moyens pour faire réussir l'école primaire, largement sous-investie par rapport aux autres pays de l'OCDE.

Paris, le 1er juillet 2020